

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Chine > Santé (Chine) > Epidémies, pandémies (santé, Chine) > **Coronavirus : « La Chine est en état de guerre sanitaire » - Comment Pékin (...)**

Coronavirus : « La Chine est en état de guerre sanitaire » - Comment Pékin cherche à sauver la face

mercredi 5 février 2020, par [BONDAZ Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 3 février 2020).

Avec l'émergence d'un coronavirus inconnu dans la mégapole de Wuhan, dans la province du Hubei, les autorités chinoises doivent gérer une crise sanitaire d'ampleur.

Responsable de près de 20 479 contaminations déclarées début février, ce nouveau virus proche du SRAS a déjà fait 427 victimes, dont 425 sur le sol chinois. Les premières données semblent indiquer qu'il se propage plus vite que le SRAS ne l'avait fait en 2003.

Dans un entretien en deux parties [regroupées sur cette page d'ESSF], Antoine Bondaz détaille pour The Conversation la stratégie mise en place par les autorités pour faire face non seulement à la crise sanitaire en cours, mais aussi à la crise politique qui pourrait en découler.

La communication des autorités chinoises a-t-elle été plus rapide qu'en 2003, lorsque l'épidémie de SRAS s'est déclarée ?

Antoine Bondaz - Oui. En 2003, les autorités n'ont commencé à parler de l'épidémie du SRAS qu'après la survenue des 18 premiers décès dans le pays, et surtout après que la maladie a quitté la Chine continentale pour passer à Hongkong. Les diplomates étrangers en poste au consulat de Guangzhou (Canton) avaient eu vent de nombreuses rumeurs circulant dans le Guandong à propos d'une maladie qui était en train de se propager, qui aurait été responsable de centaines de morts (ce qui n'était pas encore le cas). Une fois que Pékin a rapporté les cas à l'OMS, tout s'est enchaîné extrêmement vite.

Dans le cas du coronavirus 2019-nCoV, les autorités ont fait état à l'OMS d'un premier cas dès le 31 décembre 2019, bien avant l'enregistrement du premier décès officiel, qui date du 11 janvier. Leur réponse a donc été plus rapide. La communication des dirigeants a aussi été un peu plus rapide : le lundi 20 janvier, le président Xi Jinping demandait à ce que les cadres locaux reconnaissent la crise et s'expriment sur le nombre de cas recensés dans les provinces, dans les comtés, les préfectures, etc.

On a donc eu une mise en scène d'une communication plus rapide et plus ouverte de la Chine. Pour autant, est-ce que cela signifie que toutes les informations ont été données ?

Clairement pas. Premièrement, les autorités locales n'ont initialement pas eu l'autorisation par Pékin de communiquer sur la maladie, ce que le maire de Wuhan, Zhou Xianwang, a intelligemment rappelé. Deuxièmement, il aurait pu y avoir des cas dès la fin du mois de novembre. Ce qui expliquerait pourquoi les médecins chinois ont très rapidement, dès début janvier, eu des kits de détection à disposition : ils auraient commencé à travailler à leur mise au point dès décembre. La Chine aurait donc mobilisé en interne ses équipes de recherche bien avant de commencer à

communiquer sur cette maladie. Troisièmement enfin, plusieurs médecins de Wuhan avaient tenté de prévenir la population dès la fin du mois de décembre mais ont été réduits au silence par les autorités locales pour, officiellement, « véhiculer des rumeurs ».

Ce « retard à l'allumage » a malheureusement contribué à empêcher les personnels de santé de parler ouvertement de la maladie et de sensibiliser la population sur les risques, à ralentir la réponse des autorités tant en termes de communication que de mesures de santé publiques, et donc in fine à propager le virus, y compris hors du pays.

Pourquoi une telle réticence initiale à communiquer ?

L'interview du maire de Wuhan, Zhou Xianwang, publiée fin janvier dans le *Quotidien du Peuple* [1], est importante pour comprendre ce relatif « retard à l'allumage ». Il y reconnaît que les autorités locales se sont exprimées tardivement, qu'il y a eu une sous-estimation de l'épidémie et présente ses excuses. Mais il rajoute, et c'est fondamental, qu'il n'a pas donné d'informations plus vite parce qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de communiquer de la part des autorités centrales à Pékin.

People's Daily, China

@PDChina

About 5 million people left #Wuhan because of the Spring Festival and #pneumonia outbreak, Mayor of Wuhan, Zhou Xianwang, said on Sunday.

View image on Twitter

311

6:27 PM - Jan 26, 2020

La communication a donc été plus rapide que dans le cas du SRAS, mais la remontée de l'information et la prise de décisions a été ralentie malgré tout, du fait des spécificités du système politique chinois. En cause notamment, la double centralisation du pouvoir, dans le pays autour du parti, et dans le parti autour du secrétaire général - une double centralisation renforcée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir fin 2012. C'est lui qui prend, *in fine*, les décisions majeures, mais il est très difficile de faire remonter une information jusqu'à lui.

La forte centralisation politique en Chine et l'autoritarisme, qui permettent paradoxalement de mettre en œuvre certaines mesures phares de façon rapide et efficace, sont aussi les raisons majeures du manque de transparence du régime, de son échec à avoir prévenu la population du risque réel au bon moment, et donc à ne pas avoir pris plus vite des mesures visant à limiter la propagation du coronavirus. La responsabilité du Parti dans la crise est donc importante et cette question ne pourra être écartée dans les mois à venir.

La proximité des fêtes du Nouvel An chinois a également pu jouer...

Effectivement. Les autorités locales ont pu se demander si elles avaient intérêt à communiquer sur une crise locale avant l'événement de l'année. Difficile d'anticiper la réaction de la population ou du gouvernement central... Il y a très certainement eu une sous-estimation réelle non seulement de l'épidémie, mais aussi des risques liés à la maladie, ce qui a pu ralentir la remontée de l'information auprès des cadres locaux. Ce type de gestion aurait fonctionné dans le cas d'un incident sanitaire ne pouvant pas se propager. Mais l'émergence d'un nouveau coronavirus qui se dissémine extrêmement rapidement ne fait pas partie des scénarios compatibles. Ce retard à l'allumage a aujourd'hui des conséquences considérables.

Quelles sont ces conséquences ?

Les statistiques chinoises, certes imparfaites mais qui sont les seules disponibles, renseignent bien sûr la propagation du virus, province par province et préfecture par préfecture (le sous-échelon administratif des provinces). Ce qu'il est très important de souligner c'est que, quelques semaines à peine après l'annonce de l'épidémie à l'OMS, toutes les provinces sont touchées. Dans le cas du SRAS, à la fin de l'épidémie, six provinces avaient été épargnées. Cette fois, la propagation est donc allée beaucoup plus rapidement, pour de nombreuses raisons.

Tout d'abord, les infrastructures de transport du pays sont beaucoup plus développées qu'en 2003. Il est beaucoup plus facile de se déplacer en Chine aujourd'hui, notamment grâce aux 33 000 km de voies ferrées à grande vitesse (deux fois plus que dans le reste du monde réuni !). Il y a quinze ans, il y en avait... 0 ! Entre 1998 et 2018, le trafic du transport aérien en Chine a été multiplié par dix. Ce n'est pas tout : les déplacements de Chine vers le reste du monde ont également explosé. Il y a aujourd'hui, chaque année, huit fois plus de touristes qui sortent du territoire chinois qu'en 2003 (160 millions contre 20 millions).

Ensuite, l'épidémie a émergé à Wuhan. Or cette ville de près de 11 millions d'habitants (chiffre qui atteint plusieurs dizaines de millions si on considère la mégalopole) est située à l'intersection des deux grands axes de chemin de fer que sont l'axe Pékin-Canton et l'axe Shanghai-Chengdu. On y trouve énormément de travailleurs migrants venus des campagnes alentour et des provinces voisines, qui sont moins développées. Pour ces gens, le Nouvel An constitue les seules vraies vacances de l'année, l'occasion de rentrer chez soi, de renouer avec leurs réseaux familiaux. Beaucoup de gens partent aussi à l'étranger, pour aller voir leur famille ou pour voyager. Le fait que la crise soit survenue à cette période complique beaucoup sa gestion.

Un grand nombre de personnes a quitté de Wuhan non seulement parce qu'elles craignaient la maladie, mais aussi, bien avant la communication officielle, tout simplement pour les fêtes du Nouvel An. Une partie de ces personnes s'est retrouvée dans une multitude d'endroits situés loin des centres urbains et des grandes installations sanitaires. Cela facilite la propagation du virus au cœur des provinces chinoises et complique la tâche des autorités : aujourd'hui, des centaines d'hôpitaux doivent faire face à des cas de coronavirus.

Agence France-Presse

@afpfr

Le 23 janvier, Leo Ramirez, Sébastien Ricci et Hector Retamal, 3 journalistes de l'#AFP, ont pris le dernier avion ou presque vers une destination que tout le monde voulait sans doute fuir : #Wuhan Ils racontent leur séjour dans le berceau de l'épidémie <http://u.afp.com/3ohe> □

Embedded video

120

8:10 PM - Feb 1, 2020

Le système de santé se retrouve donc particulièrement sous tension ?

Oui. Ce déplacement de populations lié au Nouvel An déséquilibre déjà le système de soins en temps normal. Cette fois, d'innombrables hôpitaux vont devoir mobiliser de nombreux professionnels de santé pour soigner les individus malades du coronavirus.

En termes de logistique, c'est aussi très compliqué : il faut par exemple faire parvenir des centaines de milliers de kits de détection dans des milliers d'hôpitaux à travers l'ensemble du pays. Le défi sanitaire et logistique est considérable, ce qui explique que Pékin mobilise des moyens militaires tant en termes de personnels de santé qu'en termes de transports. L'armée populaire de Libération

(APL) a accès à des réseaux ferrés ou aériens qui sont différents des réseaux civils, ce qui permet de multiplier les chaînes logistiques.

Deux institutions au sein de l'armée ont été mobilisés : le département de soutien logistique, qui dépend de la commission militaire centrale (le cœur du système militaire chinois), et la force de soutien logistique, une force interarmées dont l'objectif est de faciliter la logistique entre les cinq grandes régions militaires de la Chine (les cinq « théâtres de commandement »). Cette décision témoigne de l'ampleur de la crise. Je n'hésite pas à dire que le pays est « en état de guerre sanitaire », tant la mobilisation est générale et la rhétorique employée par le Parti est proche de celle d'un véritable conflit armé.

Cette mobilisation est-elle également un outil de communication ?

Cette mobilisation doit être mise en scène. C'est notamment le cas avec la communication autour de la construction de plusieurs « hôpitaux », lesquels sont plutôt des centres temporaires pour rassembler et traiter les malades, désengorger les hôpitaux classiques, et rassurer la population sur la détermination des autorités. Mais bien que temporaire, les deux « hôpitaux » construits à Wuhan, Huoshenshan et Leishenshan, sont des prouesses en termes de construction et de logistique, notamment pour le conglomérat d'État CSCEC.

Ils constituent aussi des références directes à une décision politique phare de 2003 durant la crise du SRAS, qui avait à l'époque été utilisée comme un symbole de la détermination des autorités centrales. En avril 2003, un « hôpital » au nord de Pékin, Xiaotangshan, avait été construit en urgence avant d'être fermé un mois plus tard, après avoir géré près de 700 malades. Il est d'ailleurs en ce moment en cours de reconstruction.

Cette stratégie en termes de communication se retrouve également dans plusieurs éditoriaux publiés à partir du 23 janvier, qui font état du « sacrifice de Wuhan » afin de sauver le reste du pays (rappelant, évidemment, l'Armée populaire de Libération).

L'avenir dira si ces mesures sont efficaces pour gérer la crise sanitaire. Mais Pékin s'affaire aussi à mettre en place des mesures pour gérer la seconde crise qui se profile, politique cette fois-ci.

[Début de la seconde partie]

Il semblerait que les autorités chinoises ne tentent pas seulement de gérer la crise sanitaire, mais aussi la crise politique qui risque d'en découler...

Effectivement, on voit se mettre en place des chaînes politiques où les gens commencent à se protéger. Au niveau de la chaîne de prise de décision, notamment, l'attention est focalisée sur le premier ministre Li Keqiang pour épargner Xi Jinping [2].

Une réunion du comité permanent du bureau politique, le plus haut échelon du parti communiste chinois (PCC), a été organisée le jour du Nouvel An. Outre la mise en scène visant à mettre l'accent sur la mobilisation jusqu'au plus haut niveau, une décision importante est prise ce jour-là : la création d'un groupe de coordination, sur le modèle de celui qui avait été créé en 2003 lors du SRAS. À ceci près qu'en 2003 il était dirigé par une femme qui était à l'époque la 2^e vice-premier ministre. Cette fois, il est dirigé par Li Keqiang, le 2^e personnage du PCC, et ce même si c'est officiellement Xi Jinping qui donne les instructions. Autrement dit, Li peut servir de fusible si la gestion de crise ne fonctionne pas sur le plan politique afin, *in fine*, de protéger Xi.

Par ailleurs, il a été demandé à l'ensemble des cadres du parti d'être mobilisés. Il ne doit y avoir aucun « déserteur », sinon l'ensemble du PCC peut être discrédité. Son rôle est souvent présenté

a fait ce qu'il fallait pour retarder cette annonce le plus possible, afin de montrer qu'elle est proactive et qu'elle a pris les mesures nécessaires avant que l'OMS ne déclare l'urgence. Le poids du pays sur la scène internationale et, notamment, dans les organisations internationales, beaucoup plus important qu'en 2003 puisque la Chine est désormais le deuxième contributeur financier de l'ONU, permet désormais à Pékin de peser sur ce type de décisions - d'autant plus que déclarer l'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) est une décision politique du directeur-général de l'OMS.

Autre indice : au lendemain de ses premières réunions sur le sujet, le 22 janvier, l'OMS a diffusé les arguments et les éléments de langage du gouvernement chinois. En particulier, le directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus a félicité personnellement Xi Jinping et Li Keqiang pour leur leadership dans la gestion de la crise - ce qui était, avec le recul, une erreur de communication visant à satisfaire Pékin mais qui a inquiété de nombreux pays sur sa partialité.

Une des questions diplomatiques qui se posent concerne l'évacuation des dizaines de milliers de ressortissants étrangers. Qui sera autorisé *in fine* à quitter la Chine ? Si un ressortissant français est marié à une personne de nationalité chinoise, avec qui il aurait eu des enfants, son épouse ne peut pour l'instant pas être évacuée.

Pékin refuse aussi l'évacuation des ressortissants de Taiwan qui se trouvent à Wuhan [5], car Taiwan est considérée comme une province chinoise. Évidemment, Taipei souhaiterait obtenir leur évacuation mais n'y parvient pas pour l'instant. Rappelons également que Taiwan ne fait pas partie de l'OMS et que la Chine refuse que l'île ait un statut d'observateur (ce qu'elle avait pourtant accepté entre 2008 et 2016), ce qui complique la gestion de cette crise sanitaire à Taiwan et a également un impact direct sur nos ressortissants y vivant.

Enfin, concernant l'aide internationale, comment aider la Chine sans lui faire perdre la face ? Les autorités chinoises n'ont initialement pas publiquement demandé d'aide. Mais on sait que cette aide a été requise de façon officielle mais non publique. La Chine a par exemple demandé l'envoi d'équipements : gants, lunettes, combinaisons. Les avions qui sont allés chercher les ressortissants apportaient d'ailleurs de l'aide. Depuis, la Chine a officiellement demandé l'aide à l'Union européenne, et non aux États-Unis. Cela indique bien que des pénuries importantes existent en Chine, ce qui n'est pas rassurant, surtout dès le début de l'épidémie.

L'économie chinoise est-elle menacée ?

Les conséquences seront beaucoup plus importantes que dans le cas du SRAS. Les secteurs du tourisme, de la restauration, de l'hôtellerie, de la vente et du divertissement sont évidemment très impactés par les restrictions de déplacement et la fermeture des centres commerciaux. On se rappelle qu'en 2003 les ventes des marques de luxe avaient été impactées avant de connaître un rebond le trimestre suivant. Aujourd'hui, non seulement la crise sanitaire risque de durer beaucoup plus longtemps, mais la Chine représente une part très importante des ventes de ces marques, et certains segments comme l'horlogerie y sont très fortement exposés.

Par ailleurs, de nombreuses chaînes de production risquent d'être interrompues, ce qui n'avait pas été le cas en 2003. Pour avoir une idée de l'impact, il conviendrait de se rappeler des conséquences du tremblement de terre au Japon ou des inondations en Thaïlande en 2011, notamment sur le secteur automobile. Le Hubei, c'est deux millions de voitures produites par an et des milliers de sous-traitants, soit l'équivalent de la production française, et près de 75 % de la production de PSA en Chine.

L'impact financier est également considérable et les pertes en termes de valorisation vont se

compter en centaines de milliards de dollars. Les bourses de Shenzhen et Shanghai ont rouvert au matin du 3 février et clôturé en baisse de 8 %. Il faut enfin y ajouter le coût direct de la gestion sanitaire en Chine, qui s'évalue en milliards de dollars et l'impact indirect de l'absentéisme dans de nombreux secteurs en Chine qui ont décidé de reporter la date de reprise du travail, au moins jusqu'au 10 février.

La Chine représentant près de 20 % de l'économie mondiale et surtout un tiers de la croissance mondiale, tout ralentissement dans ce pays aura évidemment des impacts considérables pour le reste du monde, une différence majeure avec 2003.

Comment la situation pourrait-elle évoluer ?

De nombreuses incertitudes demeurent. On ne sait pas de quelles informations disposent vraiment les autorités sanitaires chinoises ; or ce sont les seules à pouvoir les fournir. Plusieurs inconnues demeurent également concernant le virus [6] : période d'incubation précise, existence d'un risque d'infection asymptomatique (dans le cas du SRAS, la contagiosité apparaissait plusieurs jours après les premiers symptômes), ratio de contamination (combien un malade peut-il infecter de personnes)... Ce dernier paramètre est important. Dans le cas de la grippe, le ratio est généralement de 1,4 ou 1,5. Pour le 2019-nCoV, les premières données indiquent plutôt un ratio situé entre 2 et 4. Ce qui veut dire que, sans mesures spécifiques, la maladie se répandrait beaucoup plus vite que la grippe saisonnière... Si l'épidémie dure plusieurs mois, ce seront des centaines de milliers de personnes qui seront concernées en Chine.

Vu que l'on ne connaît pas encore précisément tous ces éléments, il est très difficile de juger de l'efficacité des mesures chinoises et de prévoir l'évolution de la situation. L'objectif clair pour Pékin est d'éviter que cette crise sanitaire sans précédent qui va se transformer en crise économique ne devienne une crise politique qui risquerait de déstabiliser le Parti.

Antoine Bondaz

Chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, Maître de conférences, Sciences Po - USPC

P.-S.

- The Conversation France. 3 février 2020, 21:21 CET Mis à jour le 4 février 2020, 08:41 CET : <https://theconversation.com/coronavirus-la-chine-est-en-etat-de-guerre-sanitaire-131001>
- The Conversation France. 3 février 2020, 21:21 CET Mis à jour le 4 février 2020, 08:41 CET : <https://theconversation.com/coronavirus-la-chine-est-en-etat-de-guerre-sanitaire-131001>

CC BY ND. Republier cet article

Nous croyons à la libre circulation de l'information

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Avant que vous ne partiez...

The Conversation est une association loi 1901 qui publie tous les jours une information responsable. Faites un don et devenez adhérent·e de notre média pour nous aider à nous développer.

Faites un don

https://donate.theconversation.com/fr?utm_campaign=FR+Donations+Sep+2019&utm_content=pro-mo-157&utm_medium=EndOfArticle&utm_source=theconversation.com

L'équipe de The Conversation France

Notes

[1] <https://www.dailymail.co.uk/news/article-7933405/Wuhan-mayor-admits-withholding-information-coronavirus-outbreak.html>

[2] https://www.huffingtonpost.fr/entry/li-keqiang-coronavirus-premier-ministre-chine_fr_5e2ef94cc5b6d6767fd92e83

[3] <https://observers.france24.com/fr/20200131-chine-peur-coronavirus-villages-barricades-epidemie>

[4] <https://www.lefigaro.fr/international/coronavirus-l-oms-decrete-l-urgence-20200130>

[5] <https://www.taiwannews.com.tw/en/news/3865894>

[6] <https://theconversation.com/ce-que-les-coronavirus-font-a-notre-corps-130898>